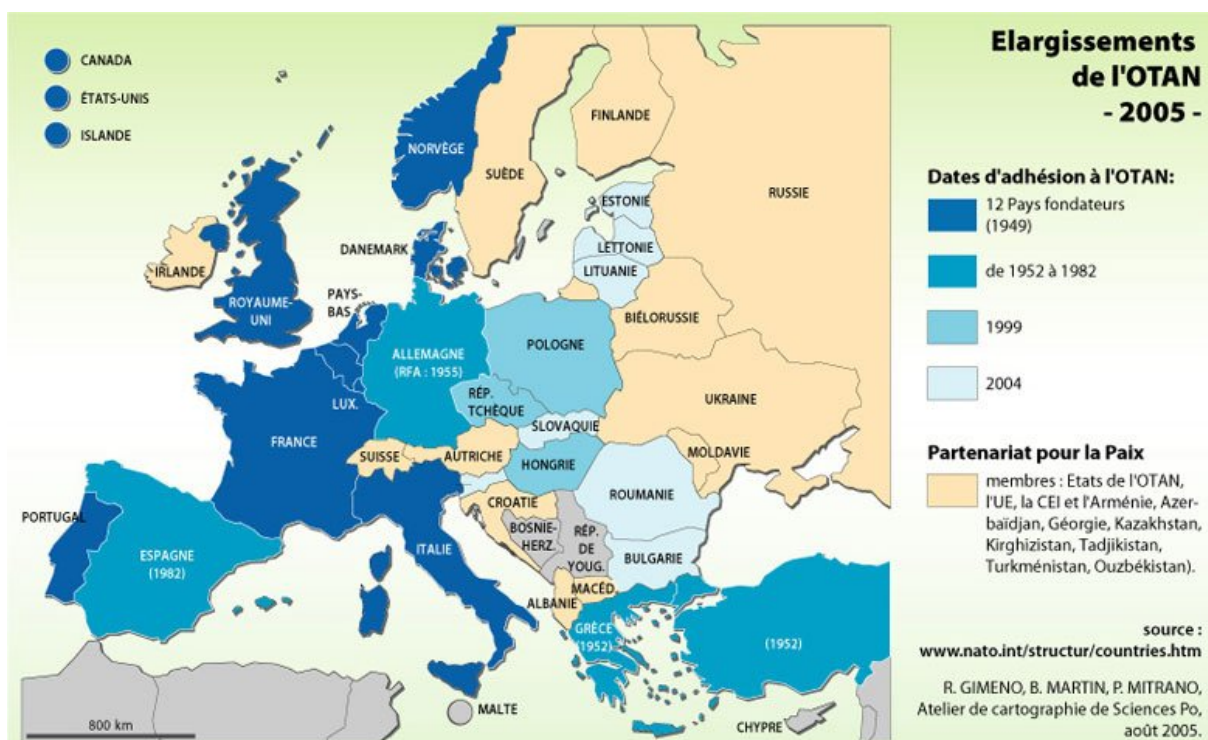


Point de situation sur les opérations psychologiques France / Allemagne / Otan

Sommaire

Introduction	2
1. La France : une culture militaire de la force physique	3
2. Une approche des actions d'influence pendant la période coloniale française	3
3. Un regain d'intérêt suite aux multiples opérations extérieures de l'armée française.....	5
4. Pourquoi l'armée française doit recentrer les Psyops au cœur de ses préoccupations stratégiques.....	6
5. Les OMI dans la doctrine militaire française: quelle définition, quels objectifs	7
6. Un déterminisme historique fondamental dans l'approche allemande des Psyops.....	8
7. Les Psyops allemandes de nos jours : les OpInfo (Operative Information).....	9
8. Une faille identifiée : l'opinion publique face aux opérations extérieures allemandes ...	10
9. L'armée française face à la question des Psyops	11
10. Quelle marge de manœuvre possible dans l'Otan ?	12
11. La crise économique : une opportunité ?	13
12. Les Préconisations.....	13
13. Une solution pour approcher les OMI en coopérant avec l'Allemagne.....	14



Introduction

L'objectif de toute intervention des forces armées est de vaincre. Néanmoins, le nouveau contexte des conflits asymétriques a poussé les démocraties engagées en opérations extérieures à mener des stratégies militaires où le recours à la force est maîtrisé. Elles interviennent avant tout afin de pacifier le territoire et y mènent une politique de reconstruction des institutions, des structures sociales et des infrastructures pour pouvoir ensuite se retirer. La victoire par la seule force militaire ne peut donc être totale dans le sens où les démocraties ne cherchent pas à imposer une complète soumission des populations des pays dans lesquels elles interviennent. Pour que la pacification soit totale, il faut que la victoire soit acceptée par toutes les parties prenantes du conflit : l'imposition de la paix doit avant tout être acceptée par le vaincu.

Or, dans les conflits asymétriques qui ont lieu en Irak comme en Afghanistan, nous constatons que la victoire des forces armées des pays démocratiques n'est jamais totalement acceptée et qu'un groupe d'individus s'appuyant sur des réseaux organisés la conteste systématiquement. Cette source d'opposition mène des actes de guérilla à travers des actions militaires ponctuelles et surtout, organise une guerre de l'information via une propagande mondialisée grâce aux technologies modernes de communication. Ces opérations ont certes pour but principal de démoraliser les troupes de la coalition mais visent surtout les opinions publiques occidentales, fortement impactées par les images relayées par les mass médias (TV, presse, Internet). Faisant ainsi entrer la guerre directement « dans leurs salons », ces actions tentent de modifier leurs perceptions des événements, d'entraîner des effets psychologiques disproportionnés pour essayer de modifier par ricochet les décisions politiques des gouvernements occidentaux dans un contexte de guerre psychologique.

En effet, la guerre psychologique s'attache à attaquer directement les symboles de l'adversaire pour transformer la « réalité » perçue par les parties prenantes du conflit. En démontrant que l'option militaire ou les actions terroristes ne sont plus légitimes, elle va directement s'attaquer aux raisons de l'engagement de la partie adverse dans le conflit en décrédibilisant ses valeurs. La question de la légitimité de leur intervention et de son maintien dans le temps est devenue un enjeu majeur des engagements extérieurs des pays démocratiques.

L'objectif de la guerre psychologique n'est d'ailleurs pas la victoire militaire en soi, mais la conclusion de la paix la plus avantageuse et la plus honorable possible. Les rapports de force ne doivent donc pas se réduire et se limiter à la taille ou au nombre de la réalité physique matérielle, surtout dans les conflits asymétriques. C'est la combinaison de la compréhension des facteurs matériels, émotionnels, moraux et cognitifs qui permet de dépasser la subjectivité des perceptions des parties prenantes et de cerner un panel d'actions opérationnelles possibles. De plus en plus, les interventions militaires des démocraties occidentales se sont engagées dans une politique post-conflit de réconciliation et font donc appel à toutes les capacités de persuasion afin de limiter le recours à la force. Dans cet environnement où l'information est pléthorique, sa maîtrise devient stratégique afin de préserver le processus décisionnel des gouvernements occidentaux autant que pour influencer au mieux la prise de décision adverse. C'est actuellement dans ce cadre qu'interviennent les différentes unités de Psyops.



Dans cette bataille livrée autour de la guerre de l'information, la France doit-elle, veut-elle et a-t-elle les moyens de reprendre la main dans le dossier des Psyops au sein des forces de l'Otan ?

1. La France : une culture militaire de la force physique

La France possède une culture militaire essentiellement basée sur la conception de Von Clausewitz de la guerre totale et sur l'utilisation illimitée de la force brute : la fin justifie les moyens et tous ces moyens ne visent qu'à une annihilation complète et totale de l'adversaire par la force. Cette théorie privilégie les facteurs physiques afin que l'intégration et l'interaction des hommes et des machines développent une puissance optimum de destruction de l'armée adverse ou une capacité maximale de protection de sa propre armée.

En fait, c'est la relative facilité de leur numération et la compréhension de leur intégration spatio-temporelle qui a jusqu'ici conféré aux facteurs physiques leur place prépondérante dans les théories et les actions militaires en occident depuis la fin des guerres napoléoniennes. Cette place dans la doctrine militaire occidentale a été confortée par le développement de la mécanisation des armées et la sophistication de l'armement et des équipements depuis la seconde moitié du 19^{ème} siècle.

En d'autres termes, dans cette théorie, tout autre moyen autre que les facteurs physiques et matériels est donc perçu comme un moyen complémentaire et un appui à l'exercice de la force brute. La dimension psychologique de la guerre n'est accessoire et vient en complément de la capacité de destruction physique de l'adversaire. Cette complémentarité s'est notamment vérifiée pendant la constitution du second espace colonial français.

2. Une approche des actions d'influence pendant la période coloniale française

La nécessité d'utiliser les actions d'influence s'est particulièrement imposée à l'armée française au moment de la deuxième période de colonisation effectuée en Afrique, en Asie du Sud Est et dans les îles du Pacifique à partir de 1830. En effet, une fois la résistance armée vaincue et les territoires conquis, elle devait être capable de pacifier ces zones à long terme afin de pouvoir promouvoir et pérenniser le système colonial. C'est pendant cette période que se constitue tout le discours de propagande des puissances européennes centré sur le mythe humaniste de « l'action civilisatrice » des puissances européennes venues apporter la « lumière » aux peuples colonisés censé légitimer leurs interventions.

C'est typiquement la vision du général Gallieni, symbole de la colonisation française, qui considérait que l'action militaire devait être accompagnée d'une « aide » aux peuples colonisés dans différents domaines, comme l'administration, l'économie et l'enseignement. Elle nécessitait un contact permanent avec les habitants ainsi qu'une parfaite connaissance du pays et de ses langues.

Le recours systématique à la force n'étant pas toujours possible, du fait de la faiblesse des effectifs du corps expéditionnaire français, il lui a fallu composer avec les populations et les pouvoirs en place afin de légitimer cette présence et surtout, permettre d'asseoir et de garantir la domination française sur les nouveaux territoires conquis. A cette fin, mener des actions de propagande en direction des populations et des pouvoirs politiques locaux devint un gage de



sécurisation de tout le système. Il va sans dire que les actions d'influence ne sont utilisées que comme un complément, un appui à l'utilisation de la force physique, et ne représentent pas une vision stratégique à part entière.

Engagée comme elle l'était sur des zones culturellement très différentes de ses propres valeurs et références, même si le système de la colonisation tendait naturellement à imposer ses propres codes au sein des populations conquises, l'armée française a dû adapter ses actions en fonction de ces différences culturelles. En d'autres termes, elle a dû apprendre à raisonner à travers divers prismes culturels pour pouvoir atteindre ses objectifs de maintien de l'ordre dans une situation de rapports de force asymétriques en sa défaveur en termes d'effectifs.

Pendant cette longue période coloniale, elle a donc acquis un certain savoir faire concernant la gestion de la propagande destinée à maintenir des populations dans une situation de statu quo. Elle a également appris à gérer la perception des messages liés aux crises (révoltes, insurrections, etc.) qui ne manquaient pas d'apparaître. Jusqu'à trouver son paroxysme dans les guerres de décolonisation après la seconde guerre mondiale.

A la toute fin des guerres de décolonisation, l'armée française est en pointe sur ces techniques d'influence qu'elle utilise sur la population locale à des fins de propagande visant à la dissuader de soutenir les insurgés, et sur la population de la métropole afin de la rassurer quant à l'issue victorieuse des conflits en Indochine comme en Algérie.

Mais les actes sanglants de répression sur les populations locales font perdre toute crédibilité à l'armée. Les nombreux cas avérés de torture sur les combattants adverses, les exécutions sommaires, en bref, ces méthodes d'un autre âge pour une opinion française lasse de la guerre et de plus en plus pacifiste, sont en totale contradiction avec l'image véhiculée par le système colonial quant à sa mission « civilisatrice » face à des peuples qui réclament leur indépendance.

La France perd cette guerre autour de l'information surestimant le rôle de ses capacités matérielles de combat dans ces nouveaux conflits asymétriques où la guerre de l'information devient un élément de pression supplémentaire sur les décideurs politiques. De plus, les techniques psychologiques employées pendant ces conflits apparaissent rapidement comme des actes délibérés de manipulation de l'opinion publique française et sonnent le glas de leur utilisation. En 1963, les Psyops deviennent taboues dans l'armée française et ne seront dès lors plus employées. La France perd ainsi l'avantage comparatif qu'elle détenait suite à sa longue pratique issue de sa période coloniale. Une chape de plomb tombe sur toute cette période d'après guerres de décolonisation. L'armée recentre sa stratégie globale sur la dissuasion nucléaire afin d'assurer la sécurité de la France dans une Europe coupée en deux de part et d'autre du rideau de fer. Ce faisant, fidèle à sa culture militaire, elle tourne le dos aux opérations militaires d'influence préférant s'assurer de la maîtrise des facteurs physiques au détriment des facteurs psychologiques.



3. Un regain d'intérêt suite aux multiples opérations extérieures de l'armée française

Cette période de manque d'intérêt et de vision stratégique autour des questions liées aux Psyops et, d'une manière générale, à la guerre de l'information va faire disparaître la problématique de la réflexion stratégique de l'armée française pendant 30 ans.

Mais suite à la multiplication de l'engagement de l'armée française sur différents théâtres d'opération dans le monde entier (Irak, Bosnie, Rwanda, Kosovo ou Afghanistan) dans le cadre d'opérations multilatérales conjointes sous mandat de l'ONU qui vont lui permettre de se confronter à nouveau à d'autres cultures (celles de ses alliés comme celles de ses adversaires), la France va peu à peu s'intéresser à nouveau à la problématique des Psyops dans le cadre d'une intervention armée à l'extérieur de ses frontières. Il est à noter que la quasi-totalité de ces interventions ont eu lieu dans le cadre d'opérations sous commandement de l'Otan, bien que la France soit un modeste contributeur de sa politique générale.

Tout d'abord à travers des opérations de maintien de la paix à partir des années 1990 où les Casques Bleus tentaient de départager les parties en jouant le rôle de médiateur que leur autorisait leur mandat de l'ONU qui conférait toute la légitimité de ces interventions militaires. Cette « neutralité » des forces internationales, perçues alors comme garantes de l'application du droit, face aux principaux belligérants du conflit, avait déjà commencé à montrer ses limites en Bosnie face à une des parties, la Serbie en l'occurrence, bien décidée à poursuivre la guerre par tous les moyens.

Ainsi, après la première guerre du Golfe, les Psyops vont être d'abord confiées de 1995 à 1999 au Commandement des Opérations Spéciales (COS), les forces spéciales françaises, qui est un état-major interarmées placé sous l'autorité directe du plus haut commandement de l'armée française, le Chef d'Etat Major des Armées (CEMA). Bien que le COS ne comprenne pas d'unités de guerre psychologique et d'unité civilo-militaire en son sein, il est d'abord choisi de par sa position interarmes et face à la pénurie de personnel formé sur les techniques de Psyops. De plus, il jouit d'une certaine liberté de manœuvre financière au sein de la structure de l'armée, ce qui le favorise notamment en ce qui concerne sa dotation d'équipement : il peut rapidement acheter le matériel nécessaire à ses interventions sans subir les contraintes récurrentes des achats militaires en termes de délais et de budget.

A partir de 1999, suite à la guerre du Kosovo et à l'implication de l'armée de terre sur le terrain, elles seront confiées au Chef d'Etat Major des Armées de Terre (CEMAT) qui va créer une structure dédiée aux Psyops : le Groupement Informationnel Opération (GIO) basé à Lille. Ses effectifs ne comptent qu'une trentaine de personnes. Cette unité unique de l'armée de terre constitue un réservoir de spécialistes appelés à armer les structures d'états major et les équipes tactiques complétées par des renforts issus des armées.

Depuis 2003 et l'intervention américaine en Irak, les interventions extérieures sont devenues plus complexes moins encadrées et plus confuses. La guerre de l'information tourne autour du fait que les forces engagées ne sont plus perçues comme des médiateurs mais comme des parties prenantes à part entière défendant des intérêts stratégiques plus ou moins avoués.



C'est, dans une moindre mesure, également le cas en ce qui concerne l'intervention actuelle de l'Otan en Afghanistan où ces opérations conjuguent intervention militaire, stabilisation et reconstruction du pays. Le recours à des opérations de coercition, notamment contre-insurrectionnelles, est désormais le lot quotidien des armées coalisées.

La paix que ces forces d'intervention étaient censées installer se transforme en guerre d'usure dont les armées coalisées cherchent à taire le nom pour ne pas s'aliéner leurs opinions publiques. En fait, les nouvelles conditions des opérations extérieures contraignent la France, et c'est le cas pour les autres acteurs européens des forces de l'Otan, à améliorer son appareil de défense, à revoir sa stratégie d'intervention et à réapprendre les dures leçons de la guerre dans une période de forte contraction budgétaire. Une équation bien difficile à résoudre pour la classe politique des pays de la coalition qui doivent justifier la légitimité de leurs interventions auprès de leurs opinions publiques.

4. Pourquoi l'armée française doit recentrer les Psyops au cœur de ses préoccupations stratégiques

Pour une population française qui a de plus en plus perdu le souvenir et l'expérience des guerres, l'implication grandissante d'hommes et de matériel se justifie de moins en moins. La volatilité de l'opinion publique, pleinement exploitée par les mouvements insurrectionnels dans leur guerre de l'information, est d'ailleurs la principale vulnérabilité des forces occidentales. Elle réduit d'autant la marge de manœuvre des acteurs politiques des pays engagés dans des opérations extérieures. Par ailleurs, d'un point de vue structurel, les forces armées françaises ont subi d'importantes réformes visant à mieux préparer l'armée aux nouveaux défis des opérations extérieures. Ces réformes, relancées dans le Livre Blanc de la Défense de 2008, se sont surtout heurtées à des difficultés financières et les restrictions budgétaires contenues dans le Livre Blanc pourraient se traduire par une plus grande vulnérabilité de l'appareil français de défense.

Ces restrictions budgétaires, couplé à la diminution des ressources financières liées à la crise économique internationale, devraient avoir des conséquences importantes en termes de dotation d'équipement : non renouvellement d'un équipement vieillissant jugé obsolète et délai supplémentaire pour l'acquisition de nouveaux équipements qui s'avèrent de plus en plus nécessaires dans la gestion des nouvelles missions des opérations extérieures. Sont notamment concernés les hélicoptères de combat, les transports militaires ou les drones.

De moins en moins de moyens matériels et de ressources financières d'un côté, des interventions de plus en plus longues et complexes de l'autre. La nécessité de trouver des moyens moins consommateurs de ressources financières mais capables d'assurer des missions de stabilisation à long terme devient une obligation. C'est principalement la raison pour laquelle l'armée française doit recentrer le dossier des Psyops au cœur de ses préoccupations stratégiques. Pour cela, elle devra trouver le soutien d'un discours politique sur des objectifs qui devront être déclinés eux-mêmes en moyens de les atteindre.

Qui plus est, dans une période tendanciellement et structurellement tournée vers l'économie des ressources financières, les enjeux limités que représentent les opérations extérieures pour les opinions publiques et la volonté des principaux décideurs politiques français de moins en moins disposés à prendre des risques humains et politiques, pourrait marquer un tournant

stratégique et favoriser cette approche. La problématique de la guerre de l'information pourrait donc retrouver sa pleine et entière légitimité au sein des doctrines de l'armée et surtout, légitimer le retour des unités de Psyops français sur les théâtres d'opération où elle est engagée. D'ailleurs, depuis 5 ans, les Psyops ont changé de nom et s'appellent désormais les Opérations Militaires d'Influence (OMI) dans la doctrine militaire de l'armée. Une cellule dédiée aux OMI a même été créée à l'Etat Major des Armées (EMA) en 2008, ce qui accrédi terait la thèse d'un intérêt renouvelé en ce qui concerne la prise en considération et la pertinence de mettre en œuvre une stratégie d'influence. Une doctrine interarmées des OMI est en cours de finalisation à l'EMA : elle s'adresse aux états-majors et est inter-opérable avec les concepts et doctrines de l'Otan.

5. Les OMI dans la doctrine militaire française: quelle définition, quels objectifs

Les opérations militaires d'influence (OMI) sont une des parties intégrées à la stratégie militaire d'influence qui vise à persuader tout décideur allié, neutre ou toute source d'opposition, que les objectifs et les modes d'action choisis pour atteindre le volet militaire de l'état final recherché sont pertinents, crédibles et efficaces. « *Les OMI sont des activités planifiées dont l'objet est de changer l'état des perceptions, des représentations et des attitudes, afin de créer, maintenir ou modifier des comportements d'une personne ou d'un groupe ou infocibles* ». L'information donnée sous la forme appropriée à l'infocible approuvée aux niveaux stratégique ou opérationnel, doit avoir un effet visible et mesurable. Les critères d'efficacité sont les indicateurs chargés de mesurer l'évolution du comportement de l'infocible vers le comportement final recherché. En complémentarité au recours à la force légitimement appliquée par les armées en opération, l'objectif des OMI vise à neutraliser les opérations d'influence adverses, expliquer les enjeux, faire accepter la présence des forces militaires amies, amener les sources d'opposition à renoncer à l'usage de la violence, impliquer les neutres, les indécis et surtout faire accepter l'état de paix apporté par des forces armées agissant en général sous mandat international.

Conformément à ce mandat, les OMI s'inscrivent donc dans une ligne directrice conjuguant l'intervention militaire, la stabilisation, et la reconstruction, la pertinence de leur action s'accroissant proportionnellement à la diminution de l'activité des forces adverses. Elles sont en mesure de valoriser la manœuvre en phase de coercition mais prennent tout leur sens en période de stabilisation et de normalisation des rapports avec la population locale.

Les comportements des acteurs (amis, neutres ou sources d'opposition) pouvant être centraux dans l'issue d'un conflit et un retour à la paix, il est nécessaire de comprendre les motivations des différents infocibles (décideurs civils et chefs militaires, forces, populations, etc.) pour modifier leur perception, affecter leur volonté et les persuader d'accepter l'issue du conflit. Par exemple, alors que les opérations de coercition peuvent aboutir à la cessation des affrontements entre belligérants, les causes de reprise des combats restent le plus souvent en place, une fois les forces amies retirées. Des OMI réussies au contraire, souvent en coopération avec d'autres fonctions opérationnelles d'environnement comme la coopération civilo-militaire (CIMIC), conduisent à développer un contexte pacifié durablement où le désir de reprendre les armes est fortement affaibli. En appui des forces au combat, les OMI exploitent dans les domaines intellectuels et émotionnels la destruction des liens physiques ou informatiques entre les décideurs adverses et leurs troupes ou les populations afin de déstructurer leur cohésion et leur capacité à donner des ordres, à être obéis ou soutenus. Les OMI bénéficient de l'expansion des capacités de communication de masse qui démultiplient



les effets des opérations d'influence. Cependant, cette efficacité dépend de la perception par les infocibles, selon leurs normes culturelles, de la crédibilité des émetteurs et de la capacité à tenir les promesses ou à réussir les opérations militaires.

6. Un déterminisme historique fondamental dans l'approche allemande des Psyops

A l'origine, l'Allemagne a la même culture militaire que la France, basée sur la conception de Von Clausewitz de la guerre totale et sur l'utilisation illimitée de la force brute. Pour elle aussi, la dimension psychologique de la guerre n'était accessoire et ne venait, si besoin était, qu'en complément de la capacité de destruction matérielle de l'armée adverse. Néanmoins, à la fin de la première guerre mondiale, l'armée allemande a constaté son retard en matière de Psyops face, notamment, aux savoirs faire britannique en la matière. Elle prend acte de la part non négligeable qu'ont pris ces actions d'influence sur sa défaite en sapant le moral de ses troupes d'une part (révoltes de 1918), et en modifiant les perceptions de son opinion publique quant à la possibilité d'une victoire de l'Allemagne sur ses adversaires d'autre part.

C'est partant de ce constat que le régime nazi va développer et mettre en place une véritable stratégie de propagande en institutionnalisant son utilisation à travers la création, dès 1933, d'un ministère de la propagande chargé de contrôler la presse et la culture au sein de l'Allemagne Nazie et de promouvoir la politique du régime national socialiste, notamment à travers la radio, nouveau média privilégié par Joseph Goebbels, le ministre à « *l'éducation du peuple et à la propagande* ». A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne se trouve coupée en deux (1949), chaque partie étant partie prenante de la Guerre Froide, la nouvelle bataille idéologique qui divise le monde en sphères d'influence politique, économique et militaire entre les deux grands gagnants de la guerre que sont les Etats-Unis et l'URSS.

D'un côté, la République Démocratique Allemande où les soviétiques vont réussir une fusion contradictoire entre la culture gestapiste (régime nazi) et la culture tchékiste (régime communiste) en matière de restriction des libertés individuelles, de renseignement et d'opération d'influence. De l'autre, la République Fédérale d'Allemagne où les Etats-Unis vont passer du statut d'occupant au statut de protecteur après leur gestion de la crise du blocus de Berlin par l'armée rouge en 1948-1949.

Cette ligne de partage établie force les Etats-Unis à plus d'interventionnisme stratégique en Allemagne. Mais ils vont déléguer la gestion des opérations d'influence aux services ouest allemands. Les premières unités de Psyops allemandes apparaîtront sous leur forme actuelle en 1958. Elles seront notamment très actives en ce qui concerne la question des transfuges Est allemands en montant des opérations psychologiques destinées à amoindrir la surveillance des gardes frontières de la RDA : entre 1949 et 1961, on estime à 3,6 millions d'Allemands de l'Est qui transitèrent par Berlin - d'où la construction du Mur de Berlin en 1961 par la RDA qui tenta ainsi de stopper cette hémorragie démographique, désastre économique et politique pour elle. Dés lors, évoluant au cœur de cette situation dans laquelle une option militaire conventionnelle destinée à prendre l'avantage sur l'une ou l'autre des parties était improbable du fait de l'équilibre des forces basée sur la dissuasion nucléaire de leur puissances « protectrices » respectives, RFA et RDA vont acquérir un savoir faire unique concernant les techniques d'influence et de contre influence. A l'époque où la France abandonne la voie des opérations d'influence suite à la mauvaise image laissée par les abus perpétrés pendant les



guerres de décolonisation, les « deux Allemagnes » vont, elles, se spécialiser dans cette voie. En d'autres termes, alors que les opérations d'influence disparaissent des préoccupations stratégiques de l'armée française pendant 30 ans, elles deviennent la principale préoccupation stratégique des armées des « deux Allemagnes » pendant 30 ans.

7. Les Psyops allemandes de nos jours : les OpInfo (Operative Information)

Actuellement c'est le Zentrum für Operative Information (ZOpInfo) basé à Mayen et le bataillon 950 basé à Coblenz qui sont responsables des opérations d'influence au sein de la Bundeswehr. Ces unités sont composées d'environ 1250 soldats (contre une trentaine en France basé au GIO de Lille...) assurant une taille critique suffisante pour mener à bien les missions d'influence confiées à l'Allemagne dans le cadre des opérations extérieures menées par l'Otan ou l'Union Européenne. Depuis leur première mission en Somalie en 1993, les unités d'OpInfo ont été impliquées dans toutes les opérations extérieures de la Bundeswehr. Leur mission, comme toutes les autres unités du même type, est d'utiliser tous les moyens de communication et toutes les méthodes possibles pour agir directement sur les forces adverses ou les populations qui les soutiennent dans les zones où les unités de la Bundeswehr ou un de ses alliés sont implantés. Les OpInfo sont au service du commandement et sont là pour faire passer ses informations et ses messages auprès des infocibles qu'il a désigné. Leur but est de changer les comportements sur le long terme afin de s'assurer de la confiance de la population où les troupes allemandes sont engagées. De plus, leurs actions visent à établir une communication avec leurs adversaires en vue de la réconciliation et de la reconstruction future, et ce, malgré les combats en cours.

Programmes de radio, présentations Internet, production de film et de vidéos pour passer sur les TV locales, journaux, affiches, tracts, et annonces par haut parleur sont ses méthodes afin de transmettre de l'information sur une situation donnée de manière à contrer la désinformation initiée par ses adversaires. Tout est bien évidemment traduit dans la ou les langues locales concernées. Les OpInfo assument totalement le fait d'utiliser n'importe quel moyen de communication contre ses adversaires, y compris des actions de propagande et de désinformation, afin de manipuler les opinions qui pourraient prendre partie à la conduite des opérations de ses ennemis. Elles précisent simplement qu'il lui est totalement interdit d'influencer et de manipuler sa propre opinion publique ou ses propres troupes. Elles ajoutent que les soldats allemands ont leur propre radio depuis 1974 (Radio Andernach) qui est totalement indépendante de ses activités.

Ainsi, dans la conception allemande, les OpInfo se distinguent des Psyops dans le sens qu'il leur est strictement interdit de pratiquer des techniques d'influence sur la population allemande ou sur ses alliés. Le Lieutenant Colonel Hartmut Dressel responsable de l'analyse du groupe Dezernat ZOpInfo déclarait au cours de l'été 2006 : *« Il nous est expressément interdit de pratiquer des techniques d'influence sur notre propre population, sur nos alliés ou sur nos propres forces. Nous ne l'avons jamais fait, nous ne le faisons pas, et je garde espoir que nous ne soyons jamais en situation de le faire ».*

Car si le professionnalisme des méthodes employées par les unités d'OpInfo n'est pas remis en cause en Allemagne, elles touchent quand même à la manipulation de l'opinion et à la propagande. Ce sujet est particulièrement sensible dans un pays qui a connu deux régimes, le régime nazi et le régime communiste, qui ont abondamment utilisés ces moyens pour asseoir leur domination et leur contrôle sur la population allemande. Pour l'opinion publique, les



OpInfo doivent également s'inscrire dans la démarche de coopération civilo-militaire menés par la Bundeswehr. Coopération civilo-militaire qui est la véritable clef de voûte et la légitimité de toutes les opérations extérieures allemandes.

8. Une faille identifiée : l'opinion publique face aux opérations extérieures allemandes

En Allemagne, le recours à la coercition et à la force reste un élément sensible et très mal accepté d'une opinion publique vieillissante plus intéressée par le bien être socio-économique que par la puissance. L'utilisation de la force n'est perçue que comme un instrument secondaire, lorsque toutes les options politiques, diplomatiques et « civiles » ont échoués. Cette vision découle directement de l'histoire allemande qui a été obligée de mener une politique étrangère pacifique suite à la défaite de 1945. C'est dans cet environnement de refus d'utiliser des moyens physiques militaires conventionnels qu'ont pu se développer les OpInfo.

Seul un discours humaniste, moral ou éthique permet donc que l'opinion publique accepte des engagements extérieurs jugés comme dangereux et critiquables. Les opérations extérieures ne sont acceptées par la société allemande que si elles s'accompagnent du concept de « sécurité et développement » i.e., d'une prévention ou d'une gestion des crises menant conjointement une action de stabilisation politique et sécuritaire du pays associée à des actions de développement et de reconstruction ayant des effets tangibles sur le quotidien des populations. Mais si la gestion de crise est devenue un enjeu légitime de l'action de développement, pour les allemands, l'outil militaire doit toujours rester secondaire face aux acteurs provenant du champ du développement issus de la société civile. L'Allemagne veut éviter d'être perçue comme un acteur de premier plan menant une politique de puissance afin de conserver son image de « Puissance Civile » et de continuer à engranger prestige et influence auprès de pays voyant en elle un interlocuteur de confiance et crédible.

Néanmoins, ce modèle est battu en brèche au sein des deux PRT (Provincial Reconstruction Teams), les zones d'administration provinciale de l'Otan en Afghanistan, dont l'Allemagne à la charge. L'incapacité allemande à bien séparer les rôles entre civil et militaire et à véritablement renforcer les pouvoirs locaux a conduit à une dégradation de la situation sécuritaire depuis 2003 dans le Nord du pays.

Or, et c'est la contradiction majeure dans le positionnement de l'Allemagne, faute de sécurisation suffisante, toute action de reconstruction s'en trouve fragilisée. Des actions de développement non protégées et non défendues par les armes deviennent des cibles pour des insurgés dont l'existence et l'activisme prouvent que la force d'intervention ne répond pas aux attentes de l'ensemble de la population, dont une partie qui préfère la rejeter. La présence même de la force d'intervention cristallise les mécontentements et motive les insurgés. L'incapacité de répondre à la violence par la violence et à utiliser une posture de force efficace et dissuasive devient synonyme de faiblesse et de fragilité.

Le cas des célèbres KSK (Kommando Spezialkräfte), les forces spéciales allemandes, de loin les plus médiatisées en Allemagne, est à lui seul édifiant. En 2008, les KSK se sont vus reprocher leur respect trop intégral des règles et des directives imposées par le gouvernement allemand, qui ne les autorise à tirer que pour riposter. En mission pour arrêter un responsable taliban, elles se sont fait surprendre par d'autres talibans et ont dû laisser s'enfuir leur cible



sans pouvoir recourir à la force, qui reste un instrument extrêmement contrôlé, régulé par le législateur, et donc timidement mis en œuvre sur le terrain. En Allemagne, un grand débat eût lieu posant la question de la légitimité d'envoyer sur une zone de combat particulièrement difficile des forces spéciales ne pouvant faire usage de leurs armes.

Dans un tel environnement, les conceptions allemandes se fissurent. On constate un déchirement entre partisans d'une normalisation du recours à la force, et partisan d'un retrait de l'armée de ces théâtres d'opération, pour soutenir l'approche purement civile des interventions. En Mars 2008, lors d'une marche pour la paix, 60000 personnes ont défilé à Berlin en demandant le retrait des forces allemandes d'Afghanistan. Et en Octobre 2008, un sondage montrait que seulement 29 % de la population jugeait positivement les interventions extérieures allemandes (contre 46 % l'année précédente).

Cette fragilité de l'opinion publique constitue une vraie difficulté pour le gouvernement allemand qui risque alors de perdre les prochaines élections par manque de soutien de la population à sa politique extérieure. Même si les deux principaux partis politiques adhèrent à ce choix politique et s'ils cherchent tous deux à éluder ce problème par tous les moyens, la politique extérieure peut revenir au centre de l'actualité si un attentat était commis sur le sol allemand (*cf.* attentats de Madrid) ou sur le sol afghan contre des personnels allemands. Ou encore, en cas de « bavure » de l'armée allemande en Afghanistan.

Cette fragilité de l'opinion publique constitue surtout la principale menace pour ses alliés de voir se retirer l'Allemagne à plus ou moins long terme, et peut être avant la fin de la stabilisation de l'Afghanistan. Si cette situation devait se produire, il faudrait alors remplacer les forces allemandes sur place, la cellule chargée des OpInfo compris.

9. L'armée française face à la question des Psyops

La première des fragilités de la France sur la question des Psyops est d'abord son manque de vision stratégique liée à la problématique de la guerre de l'information et à la mise en place de stratégies d'influences en particulier. Même s'il y a un regain d'intérêt autour de ces questions au vu de l'engagement des troupes françaises en opérations extérieures, elles restent encore perçues comme trop marginales par le haut commandement. Les membres du haut commandement, et en règle générale les décideurs de l'armée, ont tous été formés après les guerres de décolonisation, pendant la période où les Psyops disparaissent du spectre de la réflexion stratégique de l'armée française pendant 30 ans. Ils n'y sont donc tout simplement pas sensibles. Leur perception des Psyops se limite seulement à un appui à l'application de la force. Tant que cette génération tiendra les rênes du pouvoir, la question des Psyops restera lettre morte. En revanche, pour nombre d'officiers de la génération suivante, davantage confrontée aux contraintes opérationnelles lors de leur implication dans ces nouveaux conflits asymétriques, en Irak, en Bosnie, au Kosovo ou en Afghanistan, cette problématique est bien réelle car ils ont appris le bénéfice que l'armée pouvait retirer des opérations d'influence. Il faudra sans doute attendre que cette génération arrive aux plus hautes fonctions de la hiérarchie militaire pour que la question des Psyops retrouve une place à part entière dans les préoccupations stratégiques des états-majors de l'armée française.

La deuxième fragilité qui découle directement de la première est le manque de moyens humains et de structuration de l'activité des Psyops au sein de l'armée française. Du fait de sa marginalité relative au sein de la doctrine, qui plus est boudée par un haut commandement qui

n'en perçoit pas les avantages, le manque de légitimité et de moyens d'action des unités Psyops françaises est criant. Le personnel, peu nombreux et pas assez formé, y est soumis à un important « turn-over » traduisant de facto un manque de vision stratégique. Ainsi, tout se passe « à la française » à l'intérieur de la longue chaîne de commandement, dépendant trop souvent de la bonne volonté des acteurs pour pouvoir agir. La stratégie d'influence s'appuie pour le moment sur plusieurs fonctions qui se répartissent entre la Communication Opérationnelle des Armées (COMOPS) et les Opérations d'Informations (O.I) chargées de planifier et de coordonner plus généralement la stratégie militaire d'information (production et diffusion de l'information). Mais aucune synergie n'existe entre ces deux fonctions, un officier communication ne pouvant être employé comme officier O.I et vice versa. Au niveau opératif, il y a donc une réelle carence de personnel formé en nombre suffisant, qui ne dispose pas en outre, des outils informatiques performants d'analyse de l'information.

10. Quelle marge de manœuvre possible dans l'Otan ?

Comme toutes les organisations internationales les équilibres y sont assez fins et sont fait de compromis perpétuels. Au sein de l'alliance, une nation se spécialise dans un domaine particulier au vu de son histoire dans l'Otan et de l'expertise héritée de son histoire ou bien, qu'elle y acquiert. De fait, elle est légitimement reconnue par les autres nations qui composent les forces de l'Otan comme étant une référence et devient une nation leader dans son domaine de prédilection. Ces compétences spécifiques et sa légitimité dans ce qu'il convient d'appeler une « niche otanienne » lui confère le rôle de Nation Cadre.

Par exemple, la Grande-Bretagne s'est logiquement imposée comme étant la Nation Cadre du renseignement car elle a toujours disposé d'une avancée dans ce domaine du fait de son histoire faite de domination et de nombreux conflits notamment à l'extérieur de ses frontières. Le renseignement devenant dans les endroits les plus lointains de l'Empire britannique, une force supplétive capitale pour des troupes coloniales anglaises peu nombreuses. De fait le renseignement, qui a toujours été compris comme étant un levier de puissance par l'Angleterre, a pris une place capitale dans ses échanges, belliqueux comme commerciaux, et a fait naître une mentalité bien spécifique quant à la perception et à l'utilisation des actions de renseignement.

Concernant l'Allemagne, c'est cette spécialisation et cette longue pratique des opérations d'influence et de la guerre de l'information qui lui confère un certain avantage comparatif par rapport aux autres nations membres de l'Otan et qui lui confère surtout sa légitimité et son statut de « Nation Cadre » dans le domaine des Psyops au sein des forces de l'organisation. C'est ce déterminisme historique, appuyé par les Etats-Unis qui se sont désengagés de la gestion opérationnelle des actions d'influence en RFA pendant toute la période de la Guerre Froide, qui est à l'origine de l'installation de l'Allemagne dans la niche « otanienne » des Psyops. La France qui va bientôt réintégrer la structure militaire intégrée de l'alliance devra d'abord trouver sa place au sein des forces de l'organisation avant de vouloir se tailler une quelconque part du lion dans le partage des pouvoirs dans l'Otan, chaque nation membre étant jalouse de ses prérogatives et peu disposée à lâcher du lest sur son pré carré. Surtout, la question des Psyops n'étant pour le moment pas au centre de ses préoccupations stratégiques, elle ne pourra détrôner le leader allemand que si elle acquiert le savoir faire et l'expérience qui lui donneront une légitimité d'action. Pour cela, la seule stratégie possible sera d'adopter humblement un comportement de suiveur de la nation leader, tout en allouant de plus en plus de moyens en homme et en matériel aux forces OMI françaises. Si elle s'en donne les



moyens, elle peut rattraper son retard et redevenir un acteur crédible auprès de ses alliés sur ce segment stratégique. Seule cette légitimité retrouvée lui offrirait alors l'opportunité de reprendre en main les OMI au sein des forces de l'Otan sur le long terme.

11. La crise économique : une opportunité ?

Bien qu'il soit encore trop tôt pour prévoir précisément les conséquences de la crise économique et financière mondiale, il semble néanmoins qu'elle puisse déclencher quelques réajustements géopolitiques imprévus. En effet, elle pourrait avoir un impact majeur sur l'équilibre des forces du système international car certains pays (dont les grandes puissances) pourraient redéfinir leurs priorités et avoir à réajuster considérablement leurs politiques à moyen/long terme. La politique extérieure n'échapperait pas à la règle. Plusieurs pays européens (certains étant dans l'OTAN et dans l'Union Européenne) sont déjà confrontés à des complications sociopolitiques, déclenchées par leurs graves difficultés financières et économiques (manque de crédit, chômage, dépréciation de la monnaie, dette extérieure, croissance négative du PIB). L'Islande, la Roumanie, la Hongrie, la Grèce, la Pologne et même l'Italie et la France, tous pays membres de l'OTAN, sont dans une situation économique particulièrement préoccupante. Selon Der Spiegel, la Grande Bretagne elle-même serait « *au bord de la ruine financière* ».

Si cette situation devait se prolonger, la crise économique et financière pourrait fortement limiter les capacités opérationnelles de l'OTAN au-delà de ses frontières. Et même si, à l'heure actuelle, l'alliance Atlantique a prévu de renforcer sa présence militaire en Afghanistan, ce programme pourrait être entravé par d'autres préoccupations concernant de plus près ses propres pays membres. En effet, la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Italie ou l'Espagne devront trouver un équilibre difficile entre renforcer les capacités de leurs appareils de défense à gérer des interventions extérieures de plus en plus coercitives malgré des contraintes budgétaires accrues, réduisant de fait les dotations en matériel, et consolider ces capacités dans un environnement médiatique fort. L'opinion publique de ces sociétés postmoderne qui n'a plus d'expérience de ce qu'est la guerre, peut à tout moment ébranler la détermination des responsables politiques dans un climat économique très tendu.

La bataille pour « gagner les cœurs et les esprits » en Afghanistan devient de fait un objectif majeur afin de stabiliser le pays et permettre au gouvernement, à l'armée et à la police afghan d'être soutenue de manière plus importante par la population, tout en permettant un désengagement progressif des troupes de l'ISAF dans une perspective de diminution des ressources financières. Les Opérations Militaires d'Influence peuvent jouer un rôle capital pour gagner cette bataille, en s'inscrivant dans une démarche structurée et une vision stratégique à moyen/long terme. L'armée française, malgré son déficit de vision stratégique globale sur ce sujet et son manque de moyens et d'effectifs suffisants, doit absolument réinvestir le terrain de la guerre de l'information afin de pouvoir répondre à l'ensemble du spectre de ses missions dans le cadre de ses interventions extérieures. Et ce, malgré une forte pression sur ses contraintes budgétaires.

12. Les Préconisations

Si une première solution « attentiste » correspondrait à attendre que l'institution militaire se réforme d'elle-même avec le départ en retraite de sa classe dirigeante actuelle et avec le



renouvellement de ses cadres qui, du fait de leurs expériences passées en opération extérieure, devraient être plus enclins à recentrer les OMI au cœur d'une réelle stratégie militaire d'influence, nous pouvons proposer des pistes de réflexion, voire, d'actions à mener afin de faire évoluer plus rapidement la problématique des Psyops au sein de l'armée française.

Puisque les chefs militaires ne semblent pas encore prêts à prendre en considération l'apport des OMI dans l'élaboration d'une stratégie d'influence pertinente, une approche par le monde des décideurs politiques doit être envisagée dans une perspective interministérielle. Dans ce cas de figure, la stratégie militaire d'influence assurerait la cohérence entre la stratégie de communication opérationnelle et la stratégie militaire d'information. Afin de légitimer cette prise de position aux yeux du haut commandement comme aux yeux de l'opinion publique française, les décideurs politiques peuvent faire valoir que les OMI, comme modératrices de la violence, peuvent contribuer à limiter les pertes en vies humaines amies ou ennemies en réduisant la volonté de se battre de ces dernières, notamment par la recherche de leur reddition, de leur ralliement ou de leur désertion. Elle peut également faire valoir que les OMI participent à la protection des forces armées et que la perception de leur emploi éventuel contribue à une forme de dissuasion sur les actions qui pourraient être menées contre elles, par exemple dans le cas des attaques terroristes. Et enfin, en cas d'engagement des forces, que l'attaque des esprits adverses contribue à conforter l'ascendant moral des forces armées amies sur leurs adversaires.

Cependant, il semble difficile de disposer d'une stratégie militaire d'influence sans avoir une stratégie d'influence interministérielle. Elle pourrait donc être élaborée dans l'éventuel conseil national de sécurité afin d'influer sur le processus décisionnel adverse dans toutes ses dimensions politique, diplomatique, militaire tout en assurant la liberté d'action politique et militaire du gouvernement. Cette stratégie qui s'effectuera sur une période plus ou moins longue, dépendra de la volonté des acteurs politiques français d'exposer une vision globale stratégique claire concernant l'utilisation des OMI sur les théâtres d'opération et, surtout, de leur capacité à l'imposer au plus haut niveau de la chaîne de commandement militaire. Il faudra notamment faire évoluer le corpus doctrinal interarmées afin de permettre leur réelle montée en puissance. Un effort important doit être accompli pour élaborer les concepts et les doctrines concernant les activités de protection de l'information, la lutte informatique, les opérations de déception, la participation de la guerre électronique. Ces travaux indispensables pourront largement contribuer à la définition des capacités nécessaires (ressources humaines, équipements) à inscrire dans la future loi de programmation militaire.

13. Une solution pour approcher les OMI en coopérant avec l'Allemagne

Les forces françaises (membres du GIO ou du COS) pourraient se rapprocher des forces OpInfo allemandes en Afghanistan afin de palier leur éventuelle disparition suite à un possible retournement du gouvernement allemand mis au pied du mur par son opinion publique. La France peut et doit exposer à ses alliés qu'un retrait, partiel ou en totalité, des forces allemandes pourrait considérablement affaiblir la position de l'Otan dans ce pays et qu'une force supplétive à ce risque potentiel ne peut qu'être légitime et bienvenue. En coopérant avec les unités OpInfo de la Bundeswehr en Afghanistan, la France aurait l'occasion d'assurer une mission beaucoup plus claire au sein des forces de l'Otan, lui donnant encore plus de légitimité d'action : lui permettre de prendre le relais et de pouvoir continuer à assumer les OMI assurées jusqu'ici par les unités OpInfo de la Bundeswehr. Outre le fait que l'armée française ferait un premier pas en direction d'un recentrage circonstancié du dossier des



Psyops au sein de ses préoccupations stratégiques, cette collaboration lui permettrait de se réappropriier et d'acquérir les techniques pratiquées par les unités OpInfo de la Bundeswehr dans une démarche de benchmarking des actions qu'elle mène sur le terrain.

La constitution d'un réservoir d'officiers O.I. et de sous-officiers analystes formés est notamment plus que nécessaire pour répondre d'une part aux nombreux exercices et opérations, et pour obtenir d'autre part des cellules d'un effectif suffisant pour prendre en compte la problématique de l'information. En l'occurrence, le groupement d'information opérationnelle (GIO) de Lille, déjà en charge des OMI et dont l'interarmisation est envisagée, pourrait remplir cette mission. Ainsi, en allouant de plus en plus de moyens matériel et humain au sein de ses unités et en acquérant le savoir faire de l'armée allemande, l'armée française démontrerait clairement à ses alliés qu'elle peut être un interlocuteur crédible concernant les OMI. Ceci lui permettrait à plus ou moins long terme une reprise en main de ce dossier au sein des forces de l'Otan. Dans un premier temps en partenariat avec l'Allemagne dans le cadre d'une meilleure collaboration et intégration des forces européennes concernant les opérations extérieures menées par l'Otan ou l'Union Européenne, quitte à ce que, dans une deuxième phase, elle trouve les moyens de limiter l'influence des unités OpInfo au sein des structures de l'Otan, voire, de les évincer totalement de ce dossier à plus long terme.

Le fait d'avancer masqué, dans un pur esprit de « coopération », est à mon sens la seule stratégie possible dans une France pour le moment mal préparée dans ses structures et faible dans ses moyens. Il conviendra ensuite d'allouer des ressources et d'augmenter les effectifs du GIO, voire de créer de nouvelles unités dédiées aux OMI au sein de l'armée française afin d'accéder à une taille critique en deçà de laquelle toute action pérenne et efficace est tout simplement impossible.

Michel Rouquet
15 mars 2009